

SAHARA OCCIDENTAL

La question sahraouie au menu du Conseil de sécurité de l'ONU

Le Conseil de sécurité de l'ONU a inscrit la question du Sahara occidental à l'agenda de sa réunion prévue mardi pour examiner la mise en œuvre de la résolution 2285 portant notamment sur la relance des négociations entre le Front Polisario et le Maroc, a appris l'APS lundi auprès de sources proches du dossier.

Le dossier du Sahara Occidental sera évoqué lors de cette réunion à huis clos à la demande de l'Uruguay, membre non permanent du Conseil onusien, a-t-on fait avoir de même source. Il est question d'aborder l'application de la résolution 2285 de 2016 qui prévoit l'engagement d'un cinquième round des négociations et le retour du personnel de la Minurso expulsé par le Maroc. La réunion intervient à la veille d'importantes échéances politiques notamment celles concernant le renouvellement du mandat de la Minurso et la publication du rapport du secrétaire général de l'ONU sur le Sahara occidental, prévus en avril.

Elle survient quelques jours après le déplacement du président sahraoui, Brahim Ghali, à New York où il a eu des discussions approfondies avec le chef de

l'ONU, Antonio Guterres sur le blocage du processus de paix.

Le retour du personnel de la Minurso sera au centre des dis-

cussions du Conseil de sécurité, la mission onusienne n'a pas encore atteint sa pleine fonctionnalité en raison des mesures de rétorsion imposées par le Maroc, alors que le Conseil de sécurité est appelé en avril à renouveler son mandat.

Le département des opérations de maintien de la paix de l'ONU s'est dit en février préoccupé par le sort du personnel de la Minurso en

affirmant que ce blocage affectait le travail de cette mission onusienne. Dans une lettre envoyée à Dimitri Samars, président de la Fédération des fonctionnaires internationaux des Nations Unies (UNISERV), le chef de ce département, Hervé Ladsous, a indiqué qu'aucune solution permettant le retour du personnel expulsé par le Maroc n'a été trouvée.

Il ne fait aucun doute que cette situation impacte directement et d'une façon significative chaque membre du staff de la mission ainsi que le développement de leur carrière professionnelle et nuit au travail de la Minurso, alors qu'elle essaye de faire face à plusieurs problèmes politiques, opérationnels et de logistique, en évolution avait, alors, averti M. Ladsous.

IRAK

Nouvelle offensive des forces irakiennes sur la vieille ville de Mossoul

Les forces irakiennes sont reparties lundi à l'offensive contre les terroristes du groupe Daesh dans la vieille ville de Mossoul, située dans la partie occidentale de la deuxième ville d'Irak, a indiqué un commandant.

Environ 400 000 civils sont pris au piège dans la vieille ville, coincés entre les terroristes et les forces irakiennes appuyées par la coalition internationale conduite par Washington, qui tentent de reprendre le dernier grand bastion urbain de Daesh en Irak.

«La police fédérale et la Force de réaction rapide (du ministère de l'Intérieur) ont commencé à avancer aujourd'hui sur l'axe sud-ouest de la vieille ville», a indiqué le commandant de la police fédérale, le général Raed Chaker Jawdat, dans un communiqué.

La rue Farouk située à proximité de la mosquée Al-Nouri, en est l'un des principaux objectifs, a-t-il ajouté.

Les forces irakiennes combattent aux abords de la vieille ville depuis des semaines, mais font face à une farouche résistance des terroristes accusés d'utiliser les civils comme

des boucliers humains. La semaine dernière, des responsables irakiens et des témoins ont affirmé que des dizaines de civils avaient trouvé la mort à proximité de la vieille ville dans des frappes aériennes, une «tragédie», selon le commandant des opérations militaires américaines au Moyen-Orient Joseph Votel.

Les forces irakiennes ont lancé le 17 octobre une vaste opération pour reconquérir Mossoul, grande cité du nord du pays. Elles se sont emparées de parti l'est de cette ville coupée par le fleuve Tigre fin janvier et ont lancé l'offensive pour reprendre l'ouest le 19 février.

AFRIQUE DU SUD

Zuma rapatrié d'urgence le ministre des Finances

Le président sud-africain Jacob Zuma a ravivé lundi les spéculations sur un remaniement imminent de son gouvernement en interrompant en urgence une tournée de promotion à l'étranger de son ministre des Finances Pravin Gordhan.

Dans une brève déclaration, la présidence a annoncé sans autre détail que le chef de l'Etat avait «ordonné» à M. Gordhan et à son vice-ministre Mcebisi Jonas «d'annuler une tournée de promotion des investissements au Royaume-Uni et aux Etats-Unis et de rentrer immédiatement en Afrique du Sud».

Depuis plusieurs mois, le torchon brûle entre M. Gordhan, respecté des marchés pour sa rigueur, et M. Zuma, englué dans une litane de scandales politico-financiers, autour de la bonne gestion des deniers publics.

Ces frictions, récurrentes, se sont encore accrues depuis que M. Zuma a plaidé le mois dernier pour une «transformation radicale

de l'économie» au bénéfice de la majorité noire du pays.

De nombreuses voix au sein de l'ANC se sont depuis exprimées en faveur d'un limogeage de Pravin Gordhan. L'entrée il y a quelques semaines au Parlement de l'ex-patron de la compagnie nationale d'électricité Eskom, Brian Molefe, un proche de Jacob Zuma mis en cause dans une affaire de corruption, n'a fait que renforcer l'hypothèse d'un remaniement ministériel.

M. Molefe est largement présenté pour succéder à M. Gordhan ou devenir son adjoint au portefeuille du Trésor.

«Beaucoup craignent que le président Jacob Zuma ne s'engage finalement dans un remanie-

ment», a commenté lundi le site d'information en ligne Daily Maverick après l'annonce de retour précipité de Pravin Gordhan.

La décision du président «apparaît au mieux comme une volonté d'humilier le ministre ou, au pire, suggérer que ce ministre va être remercié lors d'un remaniement», a commenté un député de l'Alliance démocratique (opposition), David Maynier.

Sur des marchés financiers très nerveux, le rand sud-africain a accueilli la nouvelle lundi en cédant 3% par rapport au dollar, autour de 12,6 rands pour un billet vert.

«Un remaniement est prêt et Zuma veut apparemment le faire», a estimé l'économiste Peter Attard Montalto, de la banque Nomura, «la semaine s'annonce décisive en terme de risque politique».

En 2016, les trois grandes agences de notation financière ont accordé un sursis à l'Afrique du Sud en ne la dégradant pas dans la catégorie des investissements spéculatifs. Mais elles se sont inquiétées des turbulences politiques actuelles.

«Nous continuons à penser que le limogeage de Gordhan de son poste de ministre des Finances est improbable, car Zuma veut éviter un retour de

bâton de la part de l'ANC», a tempéré le cabinet d'analystes Eurasia Group.

Déjà ministre des Finances entre 2009 et 2014, Pravin Gordhan avait été rappelé en urgence à ce poste en décembre 2015 pour calmer la panique qui s'était emparée des marchés financiers à la nomination d'un inconnu à la tête du Trésor.

Au pouvoir depuis la fin officielle de l'apartheid en 1994, l'ANC de feu Nelson Mandela se déchire depuis des mois autour de la succession de M. Zuma, qui doit quitter la présidence à la fin de son second mandat après les élections générales de 2019.

ALLEMAGNE

Prison pour un Pakistanais accusé d'espionner pour l'Iran

Un Pakistanais a été condamné lundi en Allemagne à une peine de prison ferme pour avoir espionné un universitaire franco-israélien et un ancien député allemand pour le compte des renseignements iraniens.

Haidar Syed Moustoufa s'est vu infliger 4 ans et 3 mois de prison ferme «pour ces activités d'agent de renseignement», a déclaré un porte-parole du tribunal de Berlin où l'affaire était jugée.

Selon le tribunal, ce ressortissant pakistanais de 31 ans a espionné en 2015 le professeur franco-israélien David Rouach sur le campus de l'Ecole supérieure de commerce de Paris (ESCP) puis, en Allemagne, l'ancien député

social-démocrate et ex-président de la Société germano-israélienne (DIG) Reinhold Robbe, deux cibles potentielles pour les renseignements iraniens.

Originaire de Karachi, le prévenu avait refusé de s'exprimer à l'ouverture de son procès début mars, car il avait «peur», avait indiqué l'un de ses avocats, sans préciser ce que son client redoutait.

Le parquet lui reprochait d'avoir travaillé pour la Force Al-Qods, une unité spéciale des Gardiens de la Révolution qui forme des recrues pour espionner à l'étranger. La somme versée à l'accusé par l'Iran pour mener ces missions, soit 2 052 euros, a été saisie par les enquêteurs et ne lui sera pas restituée, ajoute le communiqué du tribunal. Arrivé en tant qu'étudiant en Allemagne en 2012, domi-

cilié à Brême (nord) où il a été interpellé en juillet 2016, il aurait surveillé à l'été 2015 David Rouach, auteur d'ouvrages sur la veille technologique, et remis à son contact iranien d'abondantes informations sur les mesures de sécurité en vigueur à l'ESCP, les vigiles présents ou les postes de police à proximité.

Selon l'accusation, il a espionné de façon encore plus précise Reinhold Robbe, un temps chargé des questions de défense au Bundestag, la chambre basse du Parlement, renseignant son contact iranien sur les habitudes quotidiennes, les activités ou les rendez-vous de celui qui était aussi à la tête de la Société germano-israélienne, organisation qui vise à favoriser les échanges entre l'Allemagne et Israël.

NIGERIA

Trois personnes tuées dans une attaque de Boko Haram

Des éléments présumés du groupe terroriste Boko Haram ont mené un raid dans un village du nord-est du Nigeria et tué trois hommes accusés d'avoir collaboré avec l'armée nigériane, ont rapporté hier des sources locales. Un groupe de Boko Haram a envahi le village de Kalari, dans le district de Konduga (Etat du Borno), vers 02h00 samedi et égorgé trois habitants, selon des membres des milices civiles qui travaillent en appui de l'armée. «Ils ont pris à part quatre hommes qu'ils ont accusés de collaborer avec l'armée en leur fournissant des informations», a expliqué un milicien. «Ils en ont tué trois en les égorgeant. Et ont coupé le pied gauche et la main droite du quatrième, le laissant perdre son sang», a-t-il ajouté. Les forces de sécurité locales ont également rapporté des pillages dans le village voisin de Dekete. Les éléments de Boko Haram ont saisi des têtes de bétail. L'insurrection et la réponse de l'armée nigériane a fait plus de 20 000 morts et 2,6 millions de déplacés depuis 2009.